International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 596 | novembre 2018

CONTENTS

- Inscrivez-vous dès maintenant à l'atelier Marketing de l'OIV 2019
- Faits marquants de la réunion conjointe des comités de l'OIV sur l'alimentation et la santé humaines, la protection animale, et la viande durable
- L'OCDE et la FAO prévoient une faible croissance de la demande de viande jusqu'en 2027
- Peste porcine africaine: les incidences qu'elle pourrait avoir sur les exportations américaines de porc
- Membre invité de l'OIV: Farm Assured Namibian Meat

Inscrivez-vous dès maintenant à l'atelier Marketing de l'OIV 2019

Banff, Alberta (Canada), du 12 au 14 mars 2019

L'atelier, organisé par Canada Beef and Canada Pork International, aura pour thème principal: de la viande pour l'avenir - la place de la viande dans l'assiette.

Venez passer deux jours et demi avec nous pour partager nos campagnes et nos connaissances des consommateurs obtenues sur les marchés nationaux et internationaux et pour débattre des nouvelles menaces, des nouveaux défis et des nouvelles opportunités auxquels est confronté notre secteur, en particulier les enjeux suscités par la viande cultivée en laboratoire/issue de culture cellulaire et les substituts de viande.

Principaux sujets abordés:

- Quelle position notre secteur doit-il adopter à l'avenir?
- Les substituts de viande cultivés en laboratoire/issus de culture cellulaire
- L'avenir ne se limite pas au marché intérieur
- Une séance publique sur les «Sujets sensibles»

Pour en savoir plus sur le programme, cliquez ici

LES PLACES SONT LIMITÉES, la priorité est accordée aux membres de l'OIV. Le fait de vous préinscrire (cliquez ici, en bas de la page) ne vous garantit pas une place. Les organisateurs vous contacteront directement pour vous donner de plus amples instructions d'inscription et de paiement (afin de garantir votre place).

Faits marquants de la réunion conjointe des comités de l'OIV sur l'alimentation et la santé humaines, la protection animale, et la viande durable

*La première réunion conjointe des **Comités sur l'alimentation et la santé humaines, la protection animale, et la viande durable**, qui s'est déroulée du 16 au 19 octobre au siège social de l'OIV à Paris, a connu un franc succès.*

La réunion a souligné l'importance d'adopter une vision élargie et intégrée des nombreux problèmes communs qui sont immanquablement liés. Élever des animaux sains, bien traités dans un environnement durable n'est pas seulement dans l'intérêt commercial des chaînes d'approvisionnement de l'élevage: cela profite également à l'état nutritionnel de la population.

Cette année, la réunion conjointe a analysé de manière plus approfondie quelques-unes des préoccupations communes. Une grande partie du débat a en particulier porté sur le marché croissant des protéines végétales et cultivées en remplacement des ressources basées sur l'élevage.

Pour favoriser une discussion animée, le directeur de recherche de l'INRA de Clermont-Ferrand, le docteur Jean-François Hocquette, a présenté un panorama mondial des enjeux et des opportunités, sachant qu'à l'échelle mondiale plus de 9 milliards de personnes devront être nourries en 2050, et qu'il n'est pas possible de continuer à agir comme si de rien n'était. Il s'est penché sur les expériences et les éléments de preuve portant

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés

La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

sur une multitude de possibilités: faire moins d'enfants, manger moins de viande, suivre des recommandations alimentaires, réformer les politiques agricoles, réduire le gaspillage alimentaire, intensifier la production ou adopter des pratiques agro-écologiques.

Il s'est ensuite intéressé aux substituts de viande, en particulier les protéines cultivées. Il a souligné que les coûts de production de ces dernières sont actuellement élevés (mais en baisse), que l'acceptation par les consommateurs et la palatabilité des aliments soulèvent des problèmes, que des questions éthiques liées à l'utilisation de sérum bovin se posent, et que les conséquences sur la santé, la sécurité et l'environnement ne sont pas encore claires (tout en économisant des terres, les protéines cultivées consomment beaucoup d'énergie), surtout à long terme avec des établissements de plus grande échelle. Vous pouvez visionner une vidéo d'une présentation TED par le docteur Hoquette (en français) en cliquant ici.

Les liens – et les compromis – entre les animaux et les hommes sont complexes, notamment en termes d'évolution des comportements de la société face au bien-être animal. Mais, comme la discussion l'a montré, l'élevage a des retombées positives en ce qu'il permet d'utiliser des terres non adaptées à la production végétale, de recycler des déchets non comestibles pour l'homme, il permet d'autres débouchés en dehors de l'alimentation, et la subsistance d'environ un milliard de personnes dans le monde dépend des chaînes d'approvisionnement de l'élevage. Selon un exposé de l'International Livestock Research Institute (ILRI) présenté au Comité sur la viande durable, 5 des 10 principaux aliments en valeur mondiale sont d'origine animale, 86 % de la matière sèche consommée par le bétail sont immangeables par l'homme, et 57 % des terres utilisées pour l'élevage ne sont pas adaptés aux cultures – et les pâturages sont bons pour la biodiversité.

Les sources de protéines alternatives ont un rôle à jouer, et même si leur contribution à l'alimentation en termes de nutrition est encore faible, tout en étant en hausse, la qualité des protéines apportées par les aliments d'origine animale est supérieure compte tenu de la densité élevée des nutriments (en particulier les micronutriments) comparée aux calories.

Avec l'évolution de la situation sur le marché des protéines, un des problèmes majeurs concerne la certification, l'étiquetage et la réglementation. La certification peut garantir l'intégrité et la sécurité des aliments; l'étiquetage permet d'informer les consommateurs sur les ingrédients contenus dans les denrées alimentaires qu'ils achètent; et la réglementation offre une protection juridique aux producteurs et aux consommateurs. Mais il est impératif, pour garantir l'intégrité des produits carnés, que les règles du jeu sur les marchés de la viande et des sources de protéines alternatives soient uniformes, que la certification, l'étiquetage et la réglementation représentent un progrès plutôt qu'un recul pour le commerce (les classifications du Codex Alimentarius sont importantes dans ce contexte), et qu'un dialogue entre le secteur de la viande et celui des protéines alternatives s'instaure.

Les enseignements tirés de l'industrie laitière en Europe sont salutaires: les substituts laitiers végétaux ne peuvent pas être considérés comme des «laits», tandis qu'à ce jour rien n'empêche d'utiliser le terme «viande» pour désigner les protéines végétales de remplacement. L'OIV coordonnera le partage des analyses et des expériences de ses membres sur les sources de protéines alternatives afin que les membres puissent mieux défendre les protéines animales dans le contexte qui leur est propre.

Le **Comité sur l'alimentation et la santé humaines** a présenté des considérations nutritionnelles liées aux sources de protéines alternatives. Il a noté qu'un rapport, qui devrait faire l'objet d'une forte publicité et être très influent, de la EAT-Lancet Commission on Food, Planet, Health sera publié dans la revue *The Lancet* fin 2018. Il devrait s'agir de la première étude scientifique complète de ce qui constitue une alimentation saine issue d'un système alimentaire durable, et dont les mesures peuvent soutenir et accélérer la transformation du système alimentaire (https://foodplanethealth.org/the-report/). Le Comité sur l'alimentation et la santé humaines s'est réuni en début de semaine pour faire le point par pays, et a discuté de l'étiquetage, de l'alimentation durable et des recommandations alimentaires.

Le **Comité sur la protection animale** a eu connaissance d'évolutions au sein d'organisations intergouvernementales au sujet des antibiotiques dans l'élevage et la viande (UE, Commission et Parlement), du bien-être animal (OIE), de la résistance aux antimicrobiens (RAM) et de la sécurité alimentaire (Codex, OIE, FAO). L'OIV est un des observateurs officiels lors des réunions du Codex et suit de près ces domaines préoccupants pour le secteur de l'élevage, en soulignant la nécessité d'un fondement scientifique pour les recommandations et en collaborant avec des délégués nationaux du Codex dans les pays membres, et en partageant des informations.

Un groupe spécial du Codex sur la RAM œuvre à la rédaction de directives pour le suivi et la surveillance intégrés de la RAM, et à un code de pratique visant à réduire au maximum et à contenir la RAM d'origine alimentaire. Une évolution encourageante est que dans d'autres pays l'utilisation d'antibiotiques a été réduite sans générer une baisse de la production. Une évolution inquiétante est que dans l'UE (Commission, Parlement et certains États membres) il existe une proposition, qui devrait s'appliquer en 2020, selon laquelle la viande traitée aux antibiotiques devrait être interdite sur le marché de l'UE. Cela compromet toutefois le processus du Codex et peut constituer un obstacle commercial qui n'est étayé par aucune preuve scientifique en faveur de l'utilisation d'antibiotiques pour protéger la santé des animaux. Le Comité est favorable à l'idée de rédiger une déclaration sur la RAM, qui illustrerait les meilleures pratiques dans le secteur.

L'épidémie de peste porcine africaine (PPA) en Chine est également préoccupante. Le personnel de l'OIE a noté que 43 pays avaient déclaré des cas de PPA

entre 2016 et 2018. Ceci peut avoir des répercussions importantes sur le commerce international des porcs – et lorsque les aliments pour animaux sont également contaminés. Les effets devraient se traduire par une augmentation de la production et de la consommation de volaille en Chine, et par des mesures concernant la production de porcs de basse-cour.

En mars 2008, l'OIE a accueilli un forum sur le bien-être animal afin de soutenir la mise en œuvre des normes de l'OIE. Un autre forum aura lieu en mars 2019 sur le thème de la réconciliation du bien-être animal avec la rentabilité. Que des animaux sains soient rentables est un sentiment largement partagé par le secteur de l'élevage!

Le **Comité sur la viande durable** a été mis au courant des évolutions du Programme mondial pour un élevage durable et du Partenariat LEAP de la FAO, de l'ILRI (Institut international de recherche sur l'élevage) (dont les activités peuvent être résumées par le slogan «Vivre mieux grâce à l'élevage»), du groupe de travail sur les normes de qualité de la viande de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE/ONU) et des événements de la COP 24 sur le changement climatique (Katowice (Pologne), du 3 au 14 décembre 2018), des avancées dans l'UE, et du rapport RISE sur un «espace de fonctionnement sécurisé» pour l'élevage dans l'UE.

Une table ronde portant sur ce que l'OIV peut améliorer a encouragé une discussion animée qui a mis en avant un certain nombre de points clés:

- Améliorer la communication en mettant l'accent sur des expériences partagées (par exemple, l'approche française à l'égard de l'étiquetage des sources de protéines alternatives), sur les meilleures pratiques en matière de gestion, engager un dialogue avec la Fédération internationale de laiterie (FIL) au sujet de l'expérience du secteur laitier en matière d'étiquetage, et anticiper plutôt que réagir aux critiques du secteur de l'élevage, en insistant sur une approche intégrée des avantages de l'élevage durable;
- Faire de l'atelier Marketing de l'OIV à Banff (Canada) en mars 2019 (http://www.meat-ims.org/events/marketing-workshop/) un des moyens pour répondre aux difficultés soulevées par les protéines alternatives, notamment l'exposition aux informations erronées;
- Encourager le comité Économie de l'OIV à analyser les sources de protéines alternatives, en recourant si possible aux projections de l'OCDE et de la FAO pour les produits;
- Une participation active continue dans les organisations intergouvernementales qui ont de l'influence en politique, notamment le Programme mondial pour un élevage durable et le Partenariat LEAP de la FAO, l'OIE, le Codex, et le GIEC, et le Réseau pour un plaidoyer en faveur de l'élevage de l'ILRI – toujours en soulignant la nécessité de fonder les politiques et les réglementations sur des données scientifiques solides.

Le programme est donc très chargé pour l'OIV s'il veut aborder le rôle positif de l'élevage pour le développement durable, le bien-être animal, l'alimentation et la santé humaines, avec une urgence renouvelée pour les trois comités à travailler ensemble dans l'intérêt général du secteur.

Les présentations Powerpoint des réunions sont disponibles sur le site Web de l'OIV à l'adresse suivante:

http://www.meat-ims.org/2018-ims-committee/. Les membres de l'OIV ont déjà reçu le mot de passe pour accéder à ces documents. Si vous ne l'avez pas, écrivez à Hsin.Huang@meat-ims.org.

Félicitations aux nouveaux présidents des Comités de l'OIV: Fiona Greig (Comité sur l'alimentation et la santé humaines) et Juan José Grigera Náon (Comité sur la viande durable). Merci également à Mick Sloyan d'avoir accepté de continuer à présider le Comité sur la protection animale.

L'OIV tient à exprimer sa reconnaissance à la présidente sortante du Comité sur l'alimentation et la santé humaines Veronique Droulez (Meat and Livestock Australia), et au président sortant du Comité sur la viande durable Jurgen Preugschas (Canada Pork International).

L'OCDE et la FAO prévoient une faible croissance de la demande de viande jusqu'en 2027

Une décennie après la flambée des prix des denrées alimentaires de 2007-2008, la production a atteint en 2017 des niveaux record pour les céréales, la viande et les produits laitiers, tandis que les stocks de céréales ont grimpé à des sommets sans précédent. Mais la croissance de la demande a commencé à faiblir, en particulier en Chine.

Les nouvelles sources de demande mondiale sont considérées comme insuffisantes pour maintenir une croissance globale, et cette tendance devrait se confirmer dans la décennie à venir. En conséquence, les prix des produits agricoles devraient rester bas, selon les dernières *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2018-2027* (http://www.agri-outlook.org/fr/).

La croissance économique mondiale a repris en 2017 et est estimée, pour les pays de l'OCDE, à 1,8 % par an, de manière largement conforme au rythme de la décennie passée. Toutefois, la croissance devrait ralentir en Chine, mais s'accélérer en Inde par rapport à la dernière décennie.

Faits marquants pour l'élevage et la viande

Production: la production mondiale de viande, qui a augmenté de 1,25 % en 2017, devrait être supérieure de 15 % en 2027, dont les trois quarts proviendront des pays en développement, la volaille connaissant la croissance la plus rapide.

Dans le secteur de la viande *bovine*, les troupeaux de vaches ont été reconstitués plus rapidement que prévu en Amérique du Nord, ce qui devrait générer une hausse du nombre d'animaux abattus et une offre abondante de viande sur le marché mondial pour les prochaines années. L'Australie et le Brésil sont plus avancés le long du cycle de reconstitution des troupeaux, assurant un approvisionnement supplémentaire en viande les premières années de la période de projection.

La production de *viande porcine* devrait également progresser, tirée par le développement constant des troupeaux en Chine, qui a ralenti en raison de réglementations plus strictes en matière d'environnement et de préoccupations liées au bien-être animal.

La production de *viande ovine* devrait également augmenter, avec une croissance mondiale attendue de 1,8 % par an, un taux supérieur à celui enregistré au cours de la dernière décennie.

Consommation: dans une grande partie du monde en développement, la consommation de viande par habitant est restée stable en 2017 alors que la croissance des revenus s'est ralentie. Globalement, la consommation totale de viande dans les pays développés devrait augmenter à environ seulement un quart du taux enregistré dans les régions en développement, où la croissance rapide de la population et l'urbanisation demeurent les principaux catalyseurs. Ceux-ci sont particulièrement importants en Afrique où le taux de croissance de la consommation globale pendant la période visée est plus rapide que dans toute autre région.

La consommation mondiale de viande par habitant devrait augmenter à 35,4 kg (équivalent poids au détail) d'ici à 2027, soit une hausse de 1,1 kg par rapport à 2017. Les consommateurs dans les pays en développement devraient accroître et diversifier leur consommation de viande en faveur de viandes plus chères comme la viande bovine et la viande ovine. La croissance par habitant devrait être plus rapide en Amérique latine, avec une progression de 3,7 kg.

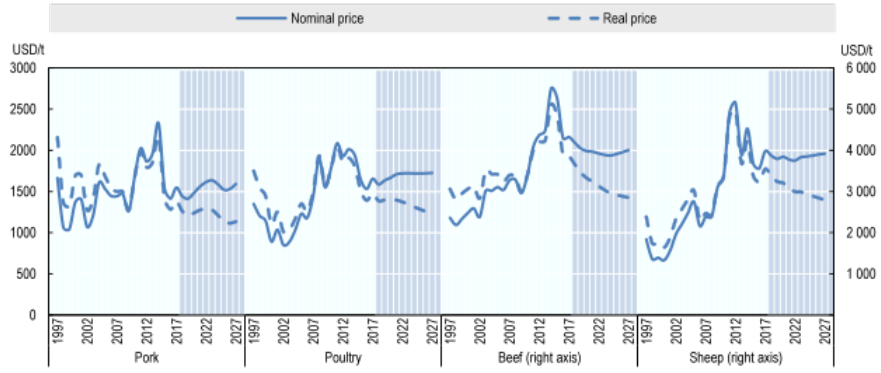
La consommation de *bœuf* devrait augmenter progressivement au cours des dix prochaines années. D'ici à 2027, elle devrait être en hausse de 8 % par rapport à la période de référence dans les pays développés, tandis que dans les régions en développement elle devrait augmenter de 21 %. La consommation mondiale de *viande porcine* par habitant reste stable pour la période visée, la consommation dans les pays industrialisés atteignant des niveaux de saturation. La croissance sera soutenue dans la majeure partie de l'Amérique latine et en Asie, où la croissance de la population continue de favoriser la progression de la consommation totale de porc. Alors que la consommation par habitant de *viande ovine* en Afrique, en Amérique du Nord et en Amérique latine, ainsi qu'en Océanie, devrait légèrement reculer, elle devrait continuer de croître dans plusieurs pays asiatiques, comme la Chine, où les consommateurs associent viande ovine à qualité et avantages nutritionnels, et dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA), où elle est traditionnellement consommée (les Perspectives consacrent un dossier spécial sur la région MENA, mettant en exergue l'insécurité alimentaire, les contraintes liées à l'eau et à la terre, l'instabilité politique, et la volatilité des prix du pétrole brut, considérés comme des enjeux clés).

Prix: mesurée par l'Indice des prix de la viande de la FAO, la moyenne mensuelle pour 2017 a été supérieure de 9 % à celle de 2016, mais 2,3 % inférieure à la moyenne des trois années précédentes. Les prix internationaux de la viande ont augmenté pendant la première moitié de 2017, soutenus par une hausse importante de la demande d'importation pour la viande bovine et la viande ovine. Les prix nominaux de la viande devraient croître progressivement jusqu'en 2027, mais les prix ajustés en fonction de l'inflation devraient amorcer une tendance à la baisse. En termes réels, les prix devraient enregistrer une tendance à la baisse pour tous les types de viande, même si les marges de prix de la viande destinée à la consommation devraient en général rester dans la limite des niveaux historiques. Des prix de produits plus bas ont permis de développer la production et la consommation de la viande de volaille et de porc.

Commerce: le commerce international de la viande a augmenté à 31 millions de tonnes en 2017, soit 1,5 % de plus qu'en 2016, mais significativement en-deçà des 5 % enregistrés en 2016. Toutes catégories confondues, les échanges mondiaux de viande bovine ont augmenté de 4,7 % et ceux de volaille de 1 %, tandis que les expéditions de viande porcine ont chuté de 0,7 % et celles de viande ovine de 3 %. La part cumulée des deux plus grands pays exportateurs, le Brésil et les États-Unis, devrait augmenter à environ 47 %, contribuant à près des deux-tiers de la hausse attendue des exportations mondiales de viande pour la période de projection.

À l'échelle mondiale, la part de la production de viande échangée

Prix mondiaux de la viande 1997-2017, projections jusqu'en 2027



Note: US Choice steers, 1 100-1 300 lb poids paré, Nebraska. Prix de l'agneau de Nouvelle-Zélande, poids paré, moyenne toutes qualités. US Barrows and gilts, No. 1-3, 230-250 lb poids paré, Iowa/ sud du Minnesota. Brésil: valeur unitaire à l'exportation pour le poulet (f.o.b.) poids du produit.

Source: OCDE/FAO (2018), «Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO», statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-en.

devrait rester constante pendant la période de projection, à environ 10 %, la majeure partie de l'augmentation en volume provenant de la viande de volaille. Dans la mesure où la croissance de la production prévue dans les pays en développement reste insuffisante pour répondre à la croissance de la demande, en particulier en Asie et en Afrique, la demande d'importation devrait rester forte pendant toute la période visée. La croissance la plus importante dans la part d'importation de viande supplémentaire aura lieu en Asie, en particulier aux Philippines et au Vietnam. Les pays industrialisés devraient encore représenter plus de la moitié des exportations mondiales de viande d'ici à 2027, mais leur part diminue légèrement par rapport à la période de référence.

Au niveau mondial, les exportations de viande (à l'exception des animaux vivants) devraient être 20 % plus élevées en 2027 par rapport à la période de référence. Cela représente un ralentissement de la croissance du commerce de viande à un taux moyen annuel de 1,5 % contre 2,9 % pendant la décennie précédente. Toutefois, la part de la production totale de viande échangée sur le marché mondial restera identique en 2027 à la période de référence, à un peu moins de 10 %. Les importations mondiales devraient augmenter, en particulier pour la viande de volaille et la viande bovine, ce qui devrait représenter la majeure partie de la viande supplémentaire échangée en 2027. Les importations de viande en Asie représentent 56 % du commerce mondial, et la volaille devrait constituer plus de la moitié de cette demande d'importation supplémentaire. La croissance rapide des importations en provenance d'Afrique devrait augmenter la part d'importation de la région d'ici à 2027. La région MENA devrait également augmenter ses importations de viande; l'essentiel de cette croissance devrait profiter à l'Arabie saoudite et aux autres pays du Golfe.

Incertitudes

Des incertitudes liées aux accords commerciaux actuels et futurs pendant la période visée pourraient avoir des conséquences sur la structure du commerce de la viande et la modifier, de même que les changements des politiques intérieures, en particulier les négociations en cours sur la prochaine loi agricole américaine [*Farm Bill*]. Les accords commerciaux multilatéraux s'avèrent difficiles à ratifier, ce qui pourrait favoriser les accords commerciaux bilatéraux, mais le risque de mesures commerciales unilatérales est également de plus en plus grand.

Au niveau mondial, les épidémies de maladies animales, les restrictions sanitaires, et les politiques commerciales restent les principaux facteurs conduisant l'évolution et la dynamique des marchés mondiaux de la viande. Les consommateurs affichent une préférence pour la viande d'animaux de pâturage et les produits carnés sans antibiotiques, mais on ne sait pas encore clairement quel prix ils sont disposés à payer pour les obtenir. En outre, les nouvelles préférences et les nouveaux comportements des consommateurs à l'égard de la consommation de viande, comme la montée du végétarisme ou du véganisme, sont relativement récents et difficiles à évaluer à ce stade.

L'OCDE signale une sensibilisation croissante dans le monde à l'utilisation d'antibiotiques dans la production alimentaire animale et au risque de la résistance antimicrobienne (RAM) alors que les bactéries mutent et développent des caractéristiques qui deviennent résistantes aux antibiotiques couramment utilisés. Il existe non seulement des inquiétudes concernant les effets de la RAM sur la production animale et la productivité, mais également concernant la transmission de gènes et de bactéries résistants entre différentes espèces.

▲▼▲

Le rapport complémentaire de l'OCDE publié récemment, *Politique agricole: suivi et évaluation 2018* (http://www.oecd.org/fr/tad/politiques-agricoles/suivi-et-evaluation.htm), décrit et évalue les politiques agricoles par pays, notamment en utilisant les estimations du soutien de l'OCDE. Il couvre les 35 pays de l'OCDE et les six États membres de l'UE non membres de l'OCDE, ainsi qu'onze économies émergentes: Brésil, République populaire de Chine, Colombie (qui est maintenant membre de l'OCDE), Costa Rica, Indonésie, Kazakhstan, Philippines, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Ukraine et Vietnam. Ensemble, ces pays représentent environ deux tiers de la population agricole mondiale. Ces dernières années, alors que le soutien aux producteurs dans les pays de l'OCDE a enregistré une baisse, dans certains pays non membres de l'OCDE, en particulier en Chine, ce soutien a augmenté.

Wilfrid Legg, Consultant

Peste porcine africaine: les incidences qu'elle pourrait avoir sur les exportations américaines de porc

Un problème pour un pays peut représenter une opportunité pour un autre.

C'est le cas avec la peste porcine africaine (PPA), qui frappe actuellement la Chine depuis le mois d'août. Même si la PPA se limite aux membres de la famille des porcs et ne peut pas infecter l'homme, c'est une maladie virale grave qui peut décimer des troupeaux de porcs. Elle est extrêmement contagieuse, et les porcs infectés meurent généralement dans un délai de cinq à 10 jours. Elle peut être transmise par la viande, les mains, les chaussures, par à peu près n'importe quoi.

Des épidémies ont été enregistrées en Europe de l'Est en début d'année, mais la présence de la PPA en Chine, le plus grand producteur porcin au monde et pays d'origine de 700 millions de porcs, risque de perturber gravement les marchés mondiaux du porc. Mais pour les États-Unis, actuellement épargnés par la PPA, cela pourrait générer

une hausse des exportations de porcs vers la Chine alors même que la guerre commerciale lancée par l'administration Trump s'intensifie.

Selon le *Farm Bureau*, «Les nombreuses mesures que la Chine a mises en œuvre pour empêcher la propagation de la maladie dans le pays ont été moins efficaces qu'espéré. La PPA continue de resurgir dans des provinces où elle était déjà apparue (Anhui, Liaoning), et a continué de se propager à d'autres provinces, atteignant certaines des provinces les plus au sud du pays (Hunan, Guizhou, Yunnan). Beaucoup dans le secteur craignent que le nombre de cas soit significativement sous-estimé par le gouvernement.» Selon certaines informations, plus de 200.000 porcs ont été abattus en Chine à ce jour.

«Il pourrait être très, très difficile de contrôler cette épidémie en Chine,» a déclaré Young S. Lyoo, professeur à l'école de médecine vétérinaire de l'université Konkuk en Corée du Sud, au *Washington Post*. «Et une fois qu'elle se sera propagée aux pays asiatiques, nous pourrions connaître un chaos social et une instabilité considérables.»

Des exportations en recul

Les effets ultimes de la PPA sur le secteur porcin chinois sont de toute évidence inconnus à ce stade, mais s'ils s'avèrent graves, comment la Chine répondrait-elle à ses besoins en porc? Le secteur porcin américain est une source évidente. Comme le note l'économiste du *Farm Bureau* Michael Nepveux, «Il faudrait un très grand déficit de porcs avant que les producteurs américains surmontent des droits de douane de 70 pour cent sur certains produits porcins, mais c'est techniquement possible. La Chine se tournerait vraisemblablement vers l'Union européenne, le Canada, le Brésil et d'autres dans un premier temps, en fonction des excédents de porcs de ces pays.

Le côté positif de la situation, c'est que le porc américain pourrait compenser ce que ces autres pays ont exporté.» Et si l'administration Trump pouvait négocier la fin de la guerre commerciale avec la Chine et le retrait des représailles tarifaires du gouvernement chinois sur le porc américain, les débouchés pourraient être beaucoup plus importants pour le secteur américain.

La PPA a pourtant déjà des conséquences sur les prix américains du porc. Les prix ont atteint un plancher en août, à 40 USD en dessous du seuil de rentabilité, rapporte le *Minneapolis Star Tribune*, mais après que l'épidémie en Chine a fait la une des médias, les prix ont grimpé au-dessus du seuil de rentabilité en quelques semaines.

La perturbation du marché porcin mondial par la PPA arrive à un moment intéressant pour les États-Unis en termes de relations commerciales entre la Chine et les États-Unis. Comme l'a noté l'U.S. Meat Export Federation début septembre, «En Chine, les droits de douane sur le porc et les abats américains sont passés de 12 à 37 pour cent le 1er avril, et à 62 pour cent le 6 juillet. En juillet, les exportations vers la Chine et la région de Hong Kong ont atteint 22.199 tonnes métriques, en baisse de 31 pour cent par rapport à l'année précédente, tandis que la valeur a reculé de 19 pour cent à 55,9 millions USD. Les volumes d'abats de porc vers la Chine ont été frappés particulièrement durement en juillet, reculant de 49 pour cent par rapport à l'année précédente à 7.446 tonnes métriques. De janvier à juillet, les exportations de porc et d'abats de porc vers la Chine et Hong Kong ont chuté de 22 pour cent par rapport à l'an dernier en volume (238.207 tonnes métriques) et de 10 pour cent en valeur (563 millions USD) – en partie en raison des droits de douane plus élevés, mais également du fait d'une tendance à la hausse de la production porcine intérieure de la Chine.»

(Les exportations de porc américain en juillet vers des marchés autres que la Chine illustrent une meilleure situation. Selon l'USMEF, les exportations vers le Japon – le marché le plus important pour le porc américain – ont atteint 31.248 tonnes métriques en juillet, en hausse de 10 pour cent par rapport à l'année précédente, tandis que la valeur a grimpé de 6 pour cent à 127,2 millions USD.)

Un risque pour les États-Unis

Bien sûr, le risque existe que la PPS contamine également le troupeau de porcs américain. Comme l'a déclaré Patrick Webb, directeur des programmes sur la santé des porcs pour le National Pork Board au *High Plains Midwest Ag Journal*, «L'augmentation des cas de peste porcine africaine en Chine augmente le risque et nous devons veiller davantage à ce que nous ayons conscience que nous protégeons notre troupeau ici aux États-Unis, car nous ne voulons aucunement de la peste porcine africaine ici.» D'après le Centre d'information sur la santé des porcs, la PPA se situe au troisième rang des risques pour le secteur porcin américain, derrière la fièvre aphteuse et la peste porcine classique. En début d'année, une délégation américaine s'est rendue en Europe pour savoir comment les gouvernements et les secteurs porcins luttent contre la PPA.

Il importe de souligner que Smithfield Pork, une des entreprises de production et de transformation de porc emblématiques des États-Unis, appartient à un conglomérat chinois, le groupe WH. Des sociétés américaines possèdent des douzaines d'exploitations porcines chinoises. La possibilité que la PPA arrive aux États-Unis par les chaussures d'un homme d'affaires ou dans les bagages d'un spécialiste de la viande porcine existe bel et bien. «Le secteur du porc n'a jamais été autant mondialisé qu'aujourd'hui,» a indiqué Chris Hodges, ancien président du National Pork Producers Council, au *Star Tribune*.

Les maladies, même celles qui contaminent le cheptel américain, ont des répercussions sur les prix nationaux. «La dernière grande épidémie chez les porcs a été une véritable aubaine pour les prix du porc. Lorsque le virus de la diarrhée épidémique porcine a frappé les États-Unis en 2013 et en 2104, les prix ont flambé à leurs plus hauts niveaux jamais atteints,» indique le *Star Tribune*. «Cela pourrait être différent avec la peste porcine africaine, a déclaré Dave Preisler, directeur de la Minnesota Pork Producers Association, parce que cela mettrait fin aux exportations de porc. Les éleveurs de porcs américains vendent un porc sur quatre à l'international. 'Ce serait terrible' a-t-il annoncé. 'Nos exportations seraient pratiquement nulles. Cela aurait des conséquences négatives considérables.'»

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, magazine *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*

Membre invité de l'OIV: Farm Assured Namibian Meat

Le programme Farm Assured Namibian Meat (FAN Meat) a été développé dans le cadre d'une collaboration entre le Meat Board of Namibia (MBN) et la Direction des services vétérinaires (DSV) aux fins de protéger la viande namibienne sur les marchés étrangers.

La nécessité d'une traçabilité du bétail et d'une certification agricole est née d'une épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle, et de sa variante, la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), mortelle chez l'homme, au Royaume-Uni entre 1986 et 2001.

Le secteur namibien de l'élevage et de la viande et la DSV ont agi préventivement en développant un système complet d'identification et de traçabilité du bétail (NamLITS), qui est utilisé par le programme FAN Meat pour apporter des garanties en matière de sécurité, de salubrité et de qualité de la viande namibienne. Le système NamLITS et le programme FAN Meat ont été les premiers en Afrique et le programme FAN Meat reste unique en son genre dans ce continent.

Le Cabinet a déclaré le programme FAN Meat programme national et le Meat Board en est l'administrateur mandaté. Le logo du programme Farm Assured Namibian Meat symbolise la garantie de la sécurité, de la salubrité, de la qualité et de la traçabilité de la viande namibienne à l'exportation.

Gouvernance de FAN Meat

Tous les petits agriculteurs et les systèmes agricoles commerciaux sont concernés. Les règles et les normes du programme sont fondées sur la législation nationale ainsi que sur les meilleures pratiques agricoles et les principes en matière de bien-être animal.

Afin de posséder, maintenir et vendre du bétail en toute légalité en Namibie, une marque [Stock Brand] officielle est délivrée à chaque propriétaire ou éleveur. Dans le même temps, un numéro FAN Meat lui est attribué. La marque, le producteur, l'exploitation et le bétail appartenant audit producteur sont reliés à la base de données nationale (NamLITS).

Le déplacement du bétail en Namibie est régi par la Direction des services vétérinaires grâce à un système d'autorisations de déplacement, délivrées à partir du système NamLITS. Afin de commercialiser du bétail en Namibie, une autorisation de déplacement doit être obtenue. Celle-ci ne peut l'être que si la marque ou l'exploitation du propriétaire ou de l'éleveur ne présente aucune restriction sur la base de données NamLITS.

Chaque année, la Direction des services vétérinaires, l'autorité compétente pour la santé animale en Namibie, effectue dans les exploitations et les communautés des visites au cours desquelles le respect de la législation nationale et des normes FAN Meat est contrôlé.

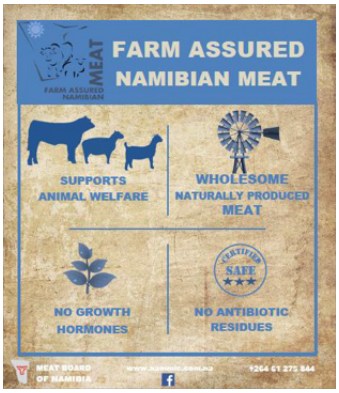
Si une infraction est constatée, l'exploitation est placée sous contrôle jusqu'à ce que l'infraction soit réparée.

La chaîne de valeur FAN Meat

Elle comprend les producteurs dans les exploitations et les non-producteurs, à savoir: transformateurs d'aliments pour animaux, agents et commissaires-priseurs, transporteurs et abattoirs. Les non-producteurs sont audités par la division FAN Meat du Meat Board tous les ans et il est obligatoire de se réinscrire chaque année.

La promesse de FAN Meat

Le programme Farm Assured Namibian Meat apporte des garanties en matière de sécurité, de salubrité et de traçabilité de la viande namibienne. La viande produite dans le cadre de ce



programme, qui concerne tous les producteurs namibiens, est:

- produite naturellement;
- sans hormones;
- sans résidus d'antibiotiques;
- à risque négligeable pour la maladie de la vache folle;
- issue d'animaux traités humainement.

Reconnaissance et utilisation du label FAN Meat

Le programme FAN Meat a été mis au point pour apporter des garanties en matière de sécurité, de salubrité et de traçabilité de la viande namibienne. Le programme FAN Meat porte également sur les bonnes pratiques agricoles pour la salubrité de l'environnement et une production durable, ainsi que sur les exigences en matière de bien-être animal recommandées par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Le programme est présenté aux marchés ayant besoin de cette garantie de reconnaissance et pour éviter les doubles emplois dans les normes propres à chaque marché et les efforts déployés pour contrôler la conformité.



Pour en savoir plus: www.nammic.com.na/, info@nammic.com.na

Note du redacteur: votre organisme souhaite-t-il partager des informations avec les membres de l'OIV? Vous êtes invité à présenter les articles que vous souhaitez voir publier dans les prochaines newsletters de l'OIV.